



United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة • 联合国环境规划署
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT • PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE
ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЕ

Finance Initiative

Innovative financing for sustainability

PRESS RELEASE

Protéger les fonds de retraite et la planète

NEW YORK / NAIROBI, 24 juin 2004 - « Sur les marchés de capitaux du monde entier, les entreprises risquent de voir le cours de leurs actions chuter si elles ne prêtent pas aux enjeux environnementaux et sociaux toute l'attention qu'ils méritent », prévient un groupe de travail composé des plus puissantes institutions financières au monde.

Dans un nouveau rapport en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), un groupe de 12 gestionnaires de fonds (voir ci-après) représentant 1,6 billions de dollars d'actifs gérés, en appellent aux investisseurs, aux gouvernements et aux dirigeants d'entreprise, leur demandant d'incorporer les bonnes pratiques de protection de l'environnement, dans le domaine social et en matière de gouvernance, pour en faire le cœur même de nos marchés.

Sans des mesures ambitieuses et immédiates, ces enjeux menacent la valeur actionnariale sur le long terme, conclut le rapport de synthèse « The Materiality of Social, Environmental and Corporate Governance Issues to Equity Pricing », présenté aujourd'hui à New York à l'occasion du Global Compact Leaders Summit des Nations Unies.

S'exprimant dans le cadre de ce sommet, le directeur exécutif du PNUE Klaus Toepfer a déclaré : « Ce nouveau rapport apporte la reconnaissance d'un fait crucial par les grandes institutions financières : à savoir que les composants environnementaux et sociaux du développement durable devraient tout autant que les considérations économiques être au cœur des critères pris en compte par les investisseurs et les marchés de capitaux ».

« D'après les analystes financiers qui ont effectué ces recherches, les questions de durabilité ont un impact à long terme sur la valeur actionnariale. Il est clair que, pour protéger cette dernière, les entreprises qui se préoccupent réellement de notre environnement et qui souhaitent contribuer à la prospérité des communautés partout dans le monde doivent lancer des actions immédiates », affirme Toepfer.

Ce rapport de synthèse, produit pour le Groupe de Travail sur la Gestion des Actifs de l'Initiative Financière (IF) du PNUE, repose sur onze rapports sectoriels rédigés par les analystes de maisons de courtage. C'est la première fois que l'impact financier des considérations et des critères environnementaux, sociaux et d'entreprise par rapport à la gestion des portefeuilles des OPCVM, des fonds de pension et autres fonds institutionnels est étudié sous ce jour.

Les grandes maisons de courtage qui ont entrepris le travail pour le groupe IF du PNUE sont parvenues à la conclusion que les compagnies des secteurs de l'aviation, de l'assurance, du pétrole, du gaz et des services d'intérêt général sont d'ores et déjà confrontées à de graves menaces liées au changement climatique, tandis que certains secteurs sont les témoins de l'apparition de nouvelles opportunités, sous la forme de nouveaux « marchés du carbone ».

Parmi les secteurs industriels couverts par ces études : l'aviation, l'habillement, l'électronique, le secteur pétrolier et gazier, les assurances, l'industrie pharmaceutique et les services d'intérêt général. Les onze rapports finaux, qui couvrent huit secteurs industriels, donnent une idée précise de la façon dont les analystes financiers d'aujourd'hui incorporent désormais un large éventail de menaces et d'opportunités nouvelles et complexes dans leur évaluation des performances d'une entreprise.

Parmi les conclusions les plus importantes :

- Les enjeux relevant de la protection de l'environnement, des questions sociales et de la gouvernance d'entreprise affectent la valeur actionnariale sur le long terme, avec dans certains cas des effets profonds.
- La pauvreté des informations fournies par bon nombre d'entreprises sur ces enjeux et leur communication insuffisante dans les rapports annuels limitent la pertinence des analyses financières.
- Des positions claires des pouvoirs publics sur ces enjeux facilitent grandement les analyses financières. Dans certains cas, les analystes n'ont pu fournir de rapports approfondis du fait de l'incertitude quant aux politiques publiques.

« Les conclusions des analystes démontrent clairement que la prise en compte des facteurs liés à la protection de l'environnement, aux questions sociales et à la gouvernance d'entreprise est essentielle à une gestion prudente des investissements, et donc à la responsabilité fiduciaire des fonds de pensions et des gestionnaires d'investissement », déclare Carlos Joly, président adjoint du Groupe de Travail sur la Gestion des Actifs de l'Initiative Financière du PNUE, et représentant de Storebrand Investments. « Il faut s'attendre à ce que les régulateurs en tiennent compte pour mettre à jour la loi fiduciaire, et à ce que les consultants en investissements institutionnels le remarquent également », a-t-il ajouté.

Anthony Ling, de Goldman Sachs, l'une des maisons de courtage ayant participé au rapport, commente en ces termes : « Nous croyons fermement à une communication complète et cohérente des données concernant la responsabilité sociale des entreprises, afin de pouvoir les incorporer à l'analyse des fondamentaux d'une entreprise, où elles ont selon nous leur place ». Il poursuit : « Nous considérons que ces questions font partie intégrante d'une bonne gestion dans le monde d'aujourd'hui, et qu'elles doivent être prises en compte dans l'analyse financière et, par conséquent, dans les critères d'investissement ».

Ont contribué aux recherches sectorielles menées pour le rapport IF du PNUE les maisons de courtage suivantes : ABN AMRO Equities (UK) ; Deutsche Bank Global Equity Research et South African Equity Research ; Dresdner Kleinwort Wasserstein Europe et UK ; Goldman Sachs European Equity Research ; HSBC ; NikkoCitigroup Japan Equity Strategy ; Nomura Japanese Equity Markets ; UBS Global Equity Research, et West LB Equity Markets.

Ont collaboré avec le PNUE pour ce rapport les 12 institutions financières suivantes :

Acuity Investment Management, Canada
BNP Paribas Asset Management, France
Calvert Group Ltd., États-Unis
Citigroup Asset Management, États-Unis
Groupama Asset Management, France
Morley Fund Management, Royaume-Uni

Nikko Asset Management, Japon
Old Mutual Asset Managers, Afrique du Sud
San Paolo IMI Asset Management, Italie
Storebrand Investments, Norvège
ABN AMRO Asset Management, Brésil
HSBC Asset Management, Europe

Les conclusions du nouveau rapport IF du PNUE ont été présentées aux participants au Global Compact Leaders Summit de New York, sous la forme d'une lettre.

Elles avaient préalablement été présentées aux hauts responsables de 17 des plus grands fonds de pension d'Europe, le 16 juin, à l'occasion d'une session privée qui s'est tenue à Paris en préparation du Global Compact Summit des Nations Unies. Lors de cette réunion, ils ont discuté des implications du rapport du PNUE pour leurs quelque 400 milliards de dollars d'actifs.

L'appel à l'action lancé par le PNUE et les 12 institutions financières aujourd'hui à New York coïncide avec une déclaration des places boursières, qui annoncent leur soutien aux principes du Global Compact des Nations Unies.

Accueillant avec plaisir l'engagement des institutions financières par rapport au sommet, Georg Kell, qui dirige le Global Compact Office des Nations Unies, a déclaré que leur message venait à point nommé pour rappeler que « les marchés financiers s'éveillent à l'importance de l'impact économique des enjeux environnementaux et sociaux », ajoutant que le Global Compact Office des Nations Unies avait également commandé un rapport fournissant des recommandations aux analystes financiers, étroitement aligné sur les résultats du travail de l'IF du PNUE.

Le Secrétaire Général des Nations-Unies Kofi Annan présidera le Global Compact Leaders Summit des Nations Unies, en l'honneur du quatrième anniversaire de la création du Compact. Le Global Compact est un ensemble de principes volontaires lancés par les Nations Unies en l'an 2000, à l'intention des entreprises, au sujet des enjeux environnementaux, des droits de l'homme et des questions sociales. Un dixième principe sur la corruption a été ajouté lors du sommet.

Le Leaders Summit a également été l'occasion du lancement du guide Global Compact, intitulé « Raising the Bar ».

Lors de la manifestation de New York, des centaines de dirigeants d'entreprise se sont joints à des ministres, à des dirigeants d'ONG internationales, à des organisations syndicales et aux grandes agences des Nations Unies pour explorer les progrès faits sur la voie des principes de protection de l'environnement, de protection sociale et de respect des droits de l'homme qu'énonce l'initiative Global Compact.

Note aux journalistes: A l'occasion de la parution du nouveau rapport FI du PNUE, une conférence de presse aura lieu le 24 juin à 11:15 au siège des Nations Unies, New York. Les intervenants seraient: Klaus Toepfer, directeur exécutif du PNUE; Anthony Ling, directeur-adjoint Recherche Europe, Goldman Sachs; Espen Klitzing, PDG Storebrand; le Ministre suisse des affaires étrangères, et un représentant d'UBS ou Crédit Suisse (à confirmer).

Une copie du rapport sera disponible le 24 juin 2004 après 12:00 sur le site Internet:

www.unepfi.net/stocks

Pour des renseignements sur le Global Compact des Nations Unies, visitez le site Internet www.unglobalcompact.org

Pour plus d'information, contactez: Robert Bisset, porte-parole du PNUE en Europe ,au: +33 1 44377613, mobile: +33 6 22725842, courriel: robert.bisset@unep.fr, Eric Falt, porte-parole et directeur de la Division communication et information du PNUE, au: +254 2 623292, mobile: +254 733 682656, courriel: eric.falt@unep.org, Nick Nuttall, directeur Media du PNUE, au: +254 2 623084, mobile: +254 733 632755, courriel: nick.nuttall@unep.org.

Au bureau du PNUE à New York, contactez Jim Sniffen, chargé de l'information, au: +1 212 963 8210, fax: +1 212 963 7341, courriel: sniffenj@un.org

Initiative Financière du PNUE:

Paul Clements-Hunt, chef de service, au: +41 22 917 8178, courriel: pch@unep.ch

Carlos Joly, président adjoint du Groupe de Travail sur la Gestion des Actifs de l'Initiative Financière du PNUE et conseiller du PDG, Storebrand Investments; mobile: +33 6 7756 4596, courriel: Carlos.joly@wanadoo.fr

PNUE Communiqué de Presse Paris 2004/10